

Entretien avec David Burton . . .

Des perspectives économiques prometteuses pour l'Asie, Chine en tête



M. Burton : «La Chine devra veiller à prévenir la surchauffe tout en évitant une réduction excessive de l'investissement.»

Au FMI depuis 1981, David Burton (Royaume-Uni) est devenu Directeur de son Département Asie et Pacifique fin 2002. Laura Wallace a évoqué avec lui les changements spectaculaires qui se produisent

aujourd'hui dans la région : l'émergence de l'économie chinoise, l'approfondissement de l'intégration régionale, l'accent mis sur la transparence et la récente accumulation massive de réserves de change.

BULLETIN : Comment le FMI évalue-t-il les perspectives de l'Asie à court et à long terme? Quels sont les risques pesant sur ces perspectives?

M. BURTON : Grâce au renforcement et à l'approfondissement de l'expansion économique mondiale, les perspectives à court terme de l'Asie sont prometteuses. Dans les pays émergents d'Asie, c'est-à-dire toute l'Asie sauf le Japon, nous prévoyons une croissance supérieure à 7 % cette année, soit plus ou moins le même taux que l'an dernier. Ce taux inclut un léger ralentissement de la croissance en Chine, peut-être aux environs de 8½ %, où l'investissement, en surchauffe dans certains secteurs, est réduit. Pour la plupart des autres pays, nous notons une nette accélération de la croissance grâce à la vigueur des (voir page suivante)

Les États-Unis misent sur la sous-traitance et le capital humain pour stimuler la productivité

Dans les années 90, les investissements massifs dans les technologies de l'information (TI) ont stimulé la productivité de la main-d'œuvre et contribué au dynamisme de l'économie américaine. Lors d'un colloque sur le thème «sous-traitance en col blanc» organisé le 11 mars par l'Institute for International Economics (IIE), Catherine Mann (Senior Fellow, IIE) a prédit que la diffusion encore plus large des TI dans l'ensemble de l'économie et la meilleure connaissance de ces technologies vont permettre une deuxième vague de gains de productivité. Cela suppose à la fois la mondialisation des logiciels et services de TI, qui mettra ces technologies à la portée de davantage d'entreprises, et une politique visant à faire progresser les travailleurs américains sur l'échelle des connaissances techniques, en délocalisant ou en éliminant les échelons inférieurs.

Le principal moteur de la baisse des prix des TI est le progrès technologique. Mais, selon M^{me} Mann, la mondialisation de la production et le commerce international ont aussi aidé dans les années 90 à faire baisser les prix de 10 à 30 %, ce qui a favorisé dans l'ensemble de l'économie américaine des investissements massifs dans les TI, auxquels on peut imputer plus de la moitié de la hausse de la productivité de la main-d'œuvre et un ajout d'au moins 230 milliards de dollars au PIB sur la période (voir page 85)



La demande de travailleurs très qualifiés dans les TI, tels que les ingénieurs de systèmes, a progressé aux États-Unis dans les années 90.

Dans ce numéro

81
Les perspectives de l'Asie

81
Stimuler la productivité aux États-Unis

87
Secteur financier et croissance dans les pays baltes

89
Une sélection transparente

90
Crises et financement du commerce

93
Deuxième revue du programme argentin

94
Programme de l'AFRITAC-Ouest

Lire aussi . . .

84
Principaux taux du FMI

86
Sur le site du FMI

92
Publications récentes

95
Accords du FMI

Le Japon doit encore vaincre la déflation

(suite de la première page) exportations. L'évolution à court terme pourrait être plus favorable, du fait du redressement de l'économie mondiale et de la bonne santé du secteur des technologies de l'information, en particulier. La grippe aviaire pose un risque de dégradation, qui semble toutefois s'estomper.

À plus long terme, il y a lieu d'être optimiste, en dépit des risques notables qui existent. Notre scénario de référence pour 2005 prévoit que la croissance ne ralentira que modérément, certains pays revenant à un rythme de croissance qui a plus de chances d'être durable. Cependant, les risques sont connus : il faut ajuster de manière ordonnée les déséquilibres des comptes courants à l'échelle mondiale et gérer la transition à des taux d'intérêt plus élevés dans le monde et probablement à des marges plus élevées sur la dette des pays émergents. En outre, la Chine devra veiller à prévenir la surchauffe tout en évitant une réduction excessive de l'investissement, d'autant qu'un ralentissement plus net que celui prévu dans notre scénario de référence ferait des vagues dans toute la région. De manière plus générale, pour que la croissance reste vigoureuse, les pays asiatiques doivent poursuivre leurs programmes de réformes : achever la restructuration des entreprises et du secteur financier, et, dans certains cas, continuer de réduire la dette.

BULLETIN : Il y a des élections cette année en Corée, en Inde, en Indonésie, aux Philippines et dans la province chinoise de Taiwan. Faut-il s'inquiéter de la détermination du monde politique à opérer des réformes?

M. BURTON : Il existe toujours un risque que les dépenses préélectorales mettent à mal le budget — c'est surtout préoccupant dans les pays où le déficit budgétaire est déjà élevé — et que des réformes difficiles à opérer d'un point de vue politique soient reportées. Nous espérons que lorsque ces élections seront terminées et que la situation politique sera clarifiée, ces pays seront de nouveau déterminés à opérer les réformes nécessaires.

BULLETIN : Dans quelle mesure le Japon a-t-il progressé dans la restructuration de son secteur financier et de ses entreprises? Et sa période de stagnation est-elle enfin terminée?

M. BURTON : Le Japon a accompli de gros progrès. La rentabilité des entreprises, en particulier des grandes entreprises tournées vers l'exportation, a augmenté. Les grandes banques urbaines se sont attaquées avec succès à leurs prêts improductifs. Les progrès sont un peu moins marqués dans les banques régionales. La reprise économique est tirée non seulement par le dynamisme des exportations, et donc par la reprise mondiale, mais aussi par une remontée de l'investissement privé, due aux progrès de la restructuration. Il

reste du travail et il est certainement trop tôt pour dire que la déflation est vaincue. À plus long terme, il s'agira de réduire la dette et le déficit budgétaire.

BULLETIN : Les pays de l'ASEAN+3, c'est-à-dire les 10 membres de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est, plus la Chine, la Corée et le Japon, renforcent la coopération financière et l'intégration commerciale régionales. Quelles en sont les conséquences macro-économiques selon le FMI?

M. BURTON : Ces initiatives pourraient renforcer la croissance et la stabilité financière dans la région, et nous les appuyons. Toutefois, leurs retombées macro-économiques sont jusqu'ici plutôt modestes. Les initiatives sur les marchés obligataires pourraient approfondir les marchés de capitaux, diversifier les sources de financement non bancaire et réduire la dépendance à l'égard des emprunts en monnaies étrangères — une sérieuse préoccupation depuis la crise financière. L'initiative Chiang Mai — un système d'accords d'échanges bilatéraux — n'a pas encore dû être activée, mais si elle l'était, les prêts en jeu seraient d'un montant assez élevé. Pour ce qui est du commerce, on s'inquiète d'une prolifération d'initiatives bilatérales et régionales qui pourraient conduire à des systèmes de droits de douane très complexes. L'Asie doit rester orientée vers l'extérieur et ne pas considérer ces initiatives comme des substituts d'une intégration plus poussée dans l'économie mondiale.

BULLETIN : Pensez-vous que la peur de la menace chinoise a diminué, du moins en Asie, et que de nombreux pays asiatiques considèrent aujourd'hui la Chine comme une grande opportunité commerciale? La croissance phénoménale des échanges intrarégionaux, en particulier ceux impliquant la Chine, accélère-t-elle le rythme de l'intégration économique régionale?

M. BURTON : Je pense que la peur a diminué. Lorsque je me suis rendu dans la région il y a environ 18 mois, la concurrence chinoise suscitait beaucoup d'inquiétude. Mais aujourd'hui, la Chine est considérée autant, sinon plus, comme une opportunité que comme une menace. La raison en est relativement claire : la croissance et une forte hausse des importations chinoises en provenance du reste de l'Asie — près de 45 % l'an dernier. Ces échanges ont aidé beaucoup de pays de la région à se redresser. En fait, on craindrait même plutôt aujourd'hui une dépendance excessive à l'égard de la Chine.

BULLETIN : D'aucuns prétendent que l'Asie de l'Est, Chine en tête, devient un deuxième moteur de la croissance mondiale après les États-Unis. La croissance chinoise est-elle durable et quelle en est son importance pour les autres pays?

Les importations chinoises du reste de la région augmentent rapidement, ce qui contribue au redressement de plusieurs pays, notamment la Corée et le Japon.

David Burton



M. BURTON : L'Asie de l'Est, en particulier la Chine, devient certainement un moteur de la croissance mondiale. En 2002, elle représentait environ 44 % de la croissance mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat. Elle a aussi absorbé près d'un quart des exportations du reste du monde. Bien sûr, la Chine explique dans une large mesure ces statistiques impressionnantes. En outre, les importations chinoises du reste de la région augmentent rapidement, ce qui contribue au redressement de plusieurs pays, notamment la Corée et le Japon.

La croissance chinoise pourrait ralentir un peu à court terme, mais à moyen terme, elle restera probablement assez rapide — quoique peut-être pas à 8-9 % — si les réformes nécessaires sont opérées, à savoir, en priorité, renforcer le système bancaire et s'attaquer aux énormes problèmes qui subsistent dans le secteur des entreprises publiques.

BULLETIN : L'excédent commercial de la Chine vis-à-vis des États-Unis et de l'Union européenne (UE) continue d'augmenter. La Chine respecte-t-elle les règles du commerce international?

M. BURTON : Il faut examiner le commerce de la Chine dans sa totalité, et non seulement ses échanges bilatéraux avec certains pays ou régions. Ces deux ou trois dernières années, l'excédent commercial de la Chine

vis-à-vis des États-Unis et de l'UE a augmenté de quelque 40 milliards de dollars, mais son déficit commercial vis-à-vis du reste de l'Asie s'est creusé du même montant environ. L'excédent commercial total de la Chine n'a guère varié. Le processus de production est en pleine restructuration dans la région : la Chine devient un centre de transformation pour les exportations vers le reste du monde, alors qu'elle importe des pièces des autres pays asiatiques.

BULLETIN : L'accumulation massive de réserves de change par certains pays asiatiques est l'un des développements les plus remarquables de ces dernières années sur les marchés de capitaux internationaux. Son objectif est d'éviter ou de ralentir l'appréciation de la monnaie, même parfois vis-à-vis du dollar, qui se déprécie. Étant donné en particulier le faible rendement — négatif en termes réels — de ces réserves, est-il vraiment dans l'intérêt de ces pays de prêter ainsi aux grands pays industrialisés? Le FMI réclame un assouplissement des taux de change. Ne devrait-il pas faire pression, dans le cadre de son rôle de surveillance, pour accélérer les progrès dans ce sens?

M. BURTON : Après la crise asiatique, bien des pays de la région ont dû reconstituer leurs réserves pour réduire leur vulnérabilité à de nouvelles crises (voir encadré ci-dessous). Aujourd'hui, la position des

Le FMI engage la Chine à assouplir son taux de change

Voici des extraits du discours de David Burton lors de la conférence du Crédit Suisse-First Boston sur l'investissement en Asie, qui s'est déroulée le 23 mars dans la RAS de Hong Kong.

«Le manque de flexibilité des taux de change dans la région, surtout en Chine, s'explique par une stratégie de développement délibérée qui est axée sur une croissance tirée par les exportations et un taux de change sous-évalué. D'aucuns estiment que l'accumulation des réserves pourrait persister pendant un certain temps, d'autant que l'énorme réserve de main-d'œuvre à bas salaire en Chine permettra de maîtriser les pressions inflationnistes. Certes, la réticence à voir les taux de change se renforcer vis-à-vis du dollar tient en partie aux craintes des conséquences pour la croissance et la création d'emplois. Dans le même temps, il faut se rappeler que la Chine s'en est tenue à sa parité vis-à-vis du dollar pendant toute la crise asiatique, alors que d'autres pays de la région ont laissé leur monnaie se déprécier nettement. Ensuite, la Chine a maintenu la parité actuelle tandis que le dollar se renforçait en 2001. À mon avis, la politique de change de la Chine représente du moins en partie une volonté de stabilité et de continuité. Cela dit, je ne pense pas que la Chine puisse accumuler des réserves indéfiniment sans conséquences inflationnistes. Bien que la réserve de main-d'œuvre à bas salaire soit considérable, des pressions s'exerceront sur les prix de facteurs rares, notamment les terres et la main-d'œuvre qualifiée. On peut déjà noter des indices d'une montée de l'inflation

en Chine. En fin de compte, les taux de change réels s'ajusteront d'une manière ou d'une autre.

Pour certains observateurs, il serait prématuré pour la Chine d'assouplir son taux de change avant de corriger les faiblesses de son système financier. Mais cela présuppose qu'un assouplissement s'accompagnerait d'une libéralisation des mouvements de capitaux qui pourrait faire sortir les capitaux des banques. En fait, une flexibilité limitée du taux de change ne devrait en aucun cas représenter un risque notable pour le système financier si la réglementation des capitaux reste en place. L'expérience de nombreux autres pays, notamment de l'Inde récemment, montre clairement qu'une flexibilité dirigée peut être établie avec succès avant que la libéralisation des mouvements de capitaux soit allée très loin.

Quelle est la meilleure stratégie pour la Chine? Malheureusement, il n'y a pas de première étape idéale. On peut élargir la marge de fluctuation vis-à-vis du dollar ou rattacher le renminbi à un panier de monnaies, ou combiner ces deux options. Un ajustement graduel pourrait aussi être envisagé. Cependant, toute stratégie pourrait être coûteuse. En particulier, les entrées de capitaux pourraient être exacerbées à court terme si les mesures prises sont considérées comme un prélude à une nouvelle appréciation. On pourrait atténuer ce risque en assouplissant très prudemment la réglementation des sorties de capitaux. Toutefois, cette question complexe n'a pas de solution facile ou sans risque, et il revient aux autorités chinoises de décider quel est le meilleur moyen de progresser vers leur objectif annoncé à moyen terme de flexibilité du taux de change.»

Le texte intégral de David Burton est disponible sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

L'excédent commercial de la Chine vis-à-vis des États-Unis et de l'UE a augmenté de quelque 40 milliards de dollars, mais son déficit commercial vis-à-vis du reste de l'Asie s'est creusé du même montant environ.

David Burton

réserves est plutôt satisfaisante — sinon mieux — dans de nombreux pays et il n'est peut-être pas nécessaire de continuer d'en accumuler. Bien sûr, il est coûteux de détenir des réserves, parce que les entrées de capitaux doivent être stérilisées, ce qui peut compliquer la régulation monétaire — chose constatée en Chine et dans d'autres pays. C'est pourquoi le FMI encourage vivement un assouplissement des taux de change dans plusieurs de ces pays. Cela peut aussi contribuer à la correction ordonnée des déséquilibres des comptes courants à l'échelle mondiale.

BULLETIN : L'Inde est-elle la nouvelle Chine?

M. BURTON : L'Inde est sans aucun doute en train de devenir une puissance à part entière dans l'économie mondiale. Sa croissance a été rapide ces dernières années et s'est vraiment accélérée récemment pour avoisiner 8 %. Le redressement qui a fait suite à la sécheresse n'explique pas tout. L'industrie se porte bien, grâce aux progrès dans la restructuration des entreprises. Les exportations vers la Chine, en particulier d'acier, sont vigoureuses. Bien sûr, la croissance incroyable du secteur des technologies de l'information n'est un secret pour personne. Mais l'Inde n'est pas aussi ouverte que la Chine, ce qui freine probablement son expansion et l'empêche d'avoir un effet aussi marqué sur l'économie mondiale.

BULLETIN : L'ouverture est-elle une priorité fondamentale pour l'Inde?

M. BURTON : Oui, l'Inde doit poursuivre les réformes pour continuer d'aller de l'avant. La libéralisation du commerce est certainement un domaine sur lequel elle doit faire porter son effort, parce que les restrictions qu'elle impose aux échanges sont bien plus élevées que celles d'autres pays émergents d'Asie. Il est important aussi d'opérer des réformes dans le secteur agricole pour accroître la productivité et les revenus de la nombreuse population rurale. L'Inde doit aussi s'attaquer à sa dette publique et à son déficit budgétaire — le FMI insiste depuis quelque temps sur ce point. Il semble que le déficit commence à baisser, mais un effort considérable sera nécessaire pour le placer sur un sentier durable.

BULLETIN : Vous avez beaucoup travaillé sur l'Asie depuis que vous êtes au FMI. Quels ont été les changements les plus significatifs? Et quelle a été leur influence sur la relation entre ces pays et le FMI?

M. BURTON : Plusieurs changements cruciaux se sont produits : l'importance accordée à l'intégration et à la coopération régionales, le rôle majeur de la Chine et l'accent mis sur la transparence et les pratiques

optimales dans des domaines tels que le secteur financier, le gouvernement d'entreprise et les statistiques — c'est pourquoi nous avons accru notre assistance technique dans certains de ces domaines. La nature de la relation avec le FMI a évolué aussi. Après la crise asiatique, nous avons accordé une aide financière considérable à plusieurs de ces pays. Cette période est aujourd'hui révolue. La Corée et la Thaïlande ont remboursé la totalité de leurs prêts, et l'Indonésie a atteint un stade où elle n'a plus besoin d'un programme du FMI. Notre relation avec ces pays est donc une relation normale de surveillance et d'assistance technique. C'est une excellente évolution.

BULLETIN : Le FMI appuie des programmes dans plusieurs petits pays asiatiques par des prêts concessionnels accordés au titre de sa facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Comment évaluez-vous les progrès de l'Asie dans la lutte contre la pauvreté ces dernières années? Et comment les comparez-vous à ceux de l'Amérique latine et de l'Afrique?

M. BURTON : Les résultats de l'Asie sont plutôt bons ces dernières années, et ce certainement par rapport aux autres régions. C'est surtout vrai dans les pays où la croissance est la plus rapide, comme le Vietnam, qui ont mis l'accent sur la réforme du secteur rural. En fait, nous avons compris que la croissance doit reposer sur une large base pour faire vraiment reculer la pauvreté. Au Cambodge, la croissance a été plutôt rapide ces dernières années, mais elle s'est concentrée sur les textiles sans vraiment toucher les zones rurales, si bien que les indicateurs de pauvreté ne progressent guère. Dans d'autres pays, comme la Mongolie et le Népal, la croissance doit être bien plus rapide. Globalement, l'Asie est probablement mieux placée que les autres régions pour atteindre une partie, sinon la totalité, des objectifs de développement pour le Millénaire d'ici 2015. Mais les pays les plus pauvres d'Asie auront besoin de beaucoup d'aide. ■



L'Inde a profité de la croissance incroyable du secteur des TI. Ci-dessus, un centre d'appel continu à Bangalore.

Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
22 mars	1,60	1,60	2,11
29 mars	1,58	1,58	2,09

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des pays dont les monnaies — euro, yen, livre sterling et dollar EU — composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2004.

Des informations générales sur les finances, y compris ces taux, sont disponibles à www.imf.org/external/fin.htm.
Source : Département financier du FMI.

Des crédits d'impôt pour la formation technique

(suite de la première page) 1995–2002. Sans la mondialisation de la production de matériel informatique, le PIB américain aurait progressé de 0,2 point de moins par an dans la deuxième moitié de la décennie.

La mondialisation n'a cependant pas miné la compétitivité des multinationales américaines, qui ont conservé un solde commercial net positif sur leurs exportations de matériel informatique. D'après M^{me} Mann, en sous-traitant à l'étranger la fabrication de leurs composants, ces entreprises ont posé des bases solides pour rendre leurs produits plus compétitifs à l'exportation.

Incidence sur l'emploi

La diffusion des TI fait que les deux tiers des travailleurs américains qui utilisent les TI — programmeurs, ingénieurs de systèmes, analystes, etc. — travaillent dans d'autres secteurs. Mais l'investissement dans le matériel et les logiciels informatiques s'est-il traduit par des créations d'emplois? Les deux vont de pair, selon M^{me} Mann, rappelant que les créations d'emplois et les investissements en TI sont tous deux montés en flèche à partir de 1991, ont culminé en 1997 et se sont effondrés en 2001. En 2003, cependant, la croissance des investissements a repris, et le recul des emplois dans ce secteur s'est modéré.

En outre, au cours des années 90, la demande de travailleurs hautement qualifiés en TI a augmenté rapidement, en même temps que les investissements dans le matériel et les logiciels. Comparant les chiffres de 1999 et de 2002, M^{me} Mann a noté que sur cette période, 241.000 personnes — opérateurs de saisie, informaticiens et programmeurs — qui gagnaient entre 23.000 et 64.000 dollars par an ont perdu leur emploi. Mais dans le même temps, le nombre des ingénieurs de systèmes, dont le salaire moyen avoisinait 75.000 dollars, a augmenté de plus de 115.000. Les chiffres ne permettent cependant pas d'isoler les emplois perdus parce qu'ils ont été délocalisés et ceux qui ont été rendus obsolètes par les nouvelles technologies et remplacés par des postes mieux rémunérés. Mais il importe que les décideurs soient conscients de l'augmentation fulgurante de la demande de qualifications techniques de pointe.

Futures sources de gains de productivité

Les grands secteurs de l'économie américaine qui ont le plus investi dans les TI au cours des années 90 étaient le commerce de gros, les courtiers (titres et produits), les institutions de dépôt et les télécommunications. Ces secteurs, qui ont aussi contribué le plus aux gains de productivité, emploient beaucoup de travailleurs très qualifiés en TI, et ont réussi

à conserver un solde commercial positif. Par contre, deux autres grands secteurs — santé et BTP — utilisent très peu les TI et ont une productivité en dessous de la moyenne. Les PME investissent aussi généralement moins dans les TI. Pour M^{me} Mann, ces secteurs retardataires pourraient engranger des gains de productivité grâce aux TI, surtout si la mondialisation de la production de logiciels et celle des services de TI suivent le même schéma que celle de la production de matériel informatique et font baisser les prix. Si l'on arrive à améliorer l'usage qu'ils font du parc informatique, cela favorisera la diffusion des TI, et donc la création d'emplois et les gains de productivité.

L'un des problèmes majeurs pour les secteurs dont la productivité n'a pas progressé dans les années 90 est le coût croissant des logiciels. «Dans les années 90, a expliqué M^{me} Mann, c'est la production de matériel qui s'est mondialisée et délocalisée.» Or, les logiciels et les services qui se greffent sur cette base ont pris de plus en plus d'importance. Le prix du matériel a chuté, mais la part des logiciels et services s'est accrue et ils représentent maintenant au moins 50 % du coût total.

Le deuxième obstacle tient à ce qu'il est difficile et coûteux de concevoir des logiciels pour les secteurs en retard. «Les géants de l'industrie des logiciels et des applications de services ont raflé les billets de 1.000 dollars qui se trouvaient sur les trottoirs», a expliqué M^{me} Mann, ajoutant : «il y a encore des tonnes de billets de 100 dollars à ramasser, mais le jeu n'en vaut pas encore la chandelle.» Les sociétés de logiciels vont s'intéresser à ce potentiel inexploité si elles sont en mesure de sous-traiter la fabrication des produits les plus routiniers, qui ne demandent pas un effort de conception, de commercialisation, d'intégration ou d'analyse des besoins du client. La sous-traitance de ces travaux réduira le prix des logiciels et applications de services et engendrera une hausse des investissements en TI, et, parallèlement, des travailleurs qualifiés dans cette discipline.

Capital humain

M^{me} Mann a reconnu qu'il faut craindre la perte d'emplois de «cols blancs» : la mondialisation de la production de logiciels et des services de TI signifie que certaines tâches seront délocalisées à l'étranger. Mais les catégories qui seront touchées sont les emplois à bas salaires et faibles qualifications. Les emplois



M^{me} Mann : «Les emplois mieux rémunérés qui demandent des connaissances en informatique devraient augmenter très rapidement aux États-Unis, surtout à mesure que davantage de secteurs et d'entreprises s'équipent.»

mieux rémunérés qui demandent des connaissances en informatique devraient augmenter très rapidement aux États-Unis, surtout à mesure que davantage de secteurs et d'entreprises s'équipent.

Pour les travailleurs ayant subi le choc de la concurrence internationale, M^{me} Mann préconise un élargissement du système d'indemnisation du chômage et de garantie de salaires et, plus généralement, une stratégie d'ouverture pour trouver à l'étranger des débouchés pour les services compétitifs à l'international. Mais il est crucial que les travailleurs américains soient prêts à remplir les postes demandant des qualifications plus élevées. Pour pouvoir faire face à la concurrence internationale et préserver la vitalité de l'économie nationale, «il faut investir dans le capital humain». À cette fin, elle recommande l'instauration d'un crédit d'impôt pour ce type d'investissements, au même titre que pour la recherche-développement ou les équipements. Ce crédit d'impôt pour la mise en valeur des ressources humaines vaincraît les réticences des entreprises qui ne forment pas leurs employés de crainte qu'un concurrent ne les leur

vole. Les entreprises pourraient utiliser une partie du crédit d'impôt pour financer la formation. À la question de savoir pourquoi verser le crédit d'impôt à l'entreprise plutôt qu'au travailleur, elle a répondu que les entreprises ont pour fonction essentielle de faire correspondre les qualifications des travailleurs avec les besoins spécifiques de chaque poste, et qu'en général la formation est plus payante si elle est assurée par l'entreprise.

Est-ce que les entreprises se prévaudront de ce crédit d'impôt et, si oui, est-ce les travailleurs qui ont vraiment besoin de formation qui en bénéficieront? Ce problème de sélection vaut aussi pour les autres crédits d'impôt, a expliqué M^{me} Mann, mais «si ça marche pour les équipements et la recherche-développement, pourquoi ne pas l'appliquer — avec toutes les imperfections bien connues du système — au capital humain? Mieux vaut saisir cette chance maintenant que d'attendre des années.» ■

Christine Ebrahim-zadeh
FMI, Département des relations extérieures

En anglais sur le site www.imf.org

Notes d'information au public

- 04/16 : Examen par le Conseil d'administration du risque financier au FMI et du niveau des soldes de précaution, 5 mars
- 04/17 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec la Bosnie-Herzégovine, 5 mars
- 04/18 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec le Canada, 10 mars
- 04/19 : Suivi des recommandations du rapport du BIE sur l'ajustement budgétaire dans les programmes appuyés par le FMI, 11 mars
- 04/20 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Sri Lanka, 12 mars
- 04/21 : Revue de l'assistance technique par le Conseil d'administration du FMI, 17 mars
- 04/22 : Examen de la situation du Libéria au sortir du conflit et des perspectives jusqu'en juin 2004, 18 mars

Transcriptions

- «In Defense of Globalization», Forum économique du FMI, 18 février
- Conférence de presse de Horst Köhler, Directeur général du FMI, 25 février
- Points de presse de Thomas C. Dawson, Directeur, Département des relations extérieures, 26 février, 10 mars

Communiqués de presse

- 04/45 : Publication par le FMI des rapports semestriels sur l'incidence de programmes à plus long terme, 5 mars
- 04/46 : Revue du DSRP du Pakistan par le Conseil d'administration, 8 mars

- 04/47 : Participation officielle du Cap-Vert au Système général de diffusion des données du FMI, 8 mars
- 04/48 : Adoption par la République kirghize de la norme spéciale de diffusion des données du FMI, 8 mars
- 04/49 : Examen par le Conseil d'administration d'un décaissement non conforme en faveur de la Gambie, 8 mars
- 04/50 : Déclaration des services du FMI sur l'Indonésie, 9 mars
- 04/51 : La Directrice générale par intérim recommande au Conseil d'administration la lettre d'intention des autorités pour la deuxième revue de l'accord de confirmation avec l'Argentine, 10 mars
- 04/52 : Déclaration des services du FMI sur l'achèvement des discussions portant sur la septième revue de l'accord de confirmation avec la Turquie, 15 mars
- 04/53 : Achèvement de la quatrième revue de l'accord FRPC avec Madagascar, approbation d'une augmentation de l'accès au titre de l'accord FRPC et d'un décaissement de 34,7 millions de dollars, 17 mars
- 04/54 : Avertissement du FMI à propos de l'utilisation abusive de son nom sur un site Web, 19 mars
- 04/55 : Déclaration d'un groupe d'administrateurs sur le processus de sélection d'un nouveau Directeur général, 19 mars (voir page 89)
- 04/56 : Achèvement de la première revue de l'accord FRPC avec le Burkina Faso et approbation d'un décaissement de 5,1 millions de dollars, 19 mars
- 04/57 : Achèvement de la deuxième revue de l'accord de confirmation avec l'Argentine, 22 mars (voir page 93)
- 04/58 : Achèvement de la première revue de l'accord FRPC avec Dominique, 24 mars

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
DSRP = document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

Pays baltes : un secteur financier solide est essentiel pour une croissance soutenue

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont enregistré une croissance économique vigoureuse depuis qu'elles ont accédé à l'indépendance après l'effondrement de l'URSS en 1999. Leur croissance est allée de pair avec la rapide expansion du secteur financier. Mais maintenant que la transition vers une économie de marché est en grande partie achevée et que les trois pays se préparent à rejoindre l'Union européenne (UE) le 1^{er} mai, leur secteur financier fait face à de nouveaux défis. Seront-ils en mesure de soutenir leurs impressionnants résultats économiques? Pour l'essentiel, leur secteur financier semble bien placé pour jouer un rôle plus important dans l'intermédiation financière. Mais les pouvoirs publics peuvent-ils mieux aider les banques et les marchés de capitaux à se préparer? Alfred Schipke, Christian H. Beddies, Susan M. George et Niamh Sheridan examinent ces questions dans un nouveau document de la série des Études spéciales du FMI, *Capital Markets and Financial Intermediation in the Baltics*.

Les économistes s'accordent à dire qu'un système financier qui fonctionne bien est important pour la croissance économique et la stabilité à long terme. La croissance des pays baltes était tirée en grande partie, jusqu'il y a peu encore, par la privatisation des entreprises publiques — un processus qui reposait plus sur l'investissement direct étranger que sur le système financier.

Mais la privatisation étant en grande partie achevée et l'adhésion à l'UE étant proche, le secteur financier doit être prêt à jouer un rôle plus important dans les trois pays baltes. Selon M. Schipke, principal auteur du document, «la croissance économique très vigoureuse de ces dix dernières années a été soutenue par l'investissement direct étranger et des capitaux nationaux. Mais, la privatisation étant aujourd'hui presque achevée, le système financier devra jouer un rôle plus important pour assurer que l'épargne est dirigée vers les investisseurs potentiels.»

Les infrastructures de marché et le système de gouvernement d'entreprise sont plutôt modernes, et les trois pays ont amélioré notablement leurs cadres institutionnels et juridiques, pour se conformer à l'acquis

communautaire de l'UE. Ils ont aussi adopté des lois pour observer les meilleures pratiques internationales en matière de comptabilité et d'audit.

Mais les autorités peuvent-elles mieux aider les banques et les marchés de capitaux à se préparer? Selon certains économistes, elles devraient chercher à développer leurs marchés de capitaux naissants afin de réduire leur forte dépendance à l'égard de l'intermédiation financière basée sur le système bancaire.

Un financement par le marché ou par les banques?

Lorsqu'ils décrivent la manière dont les fonds sont acheminés des épargnants vers les investisseurs, les économistes distinguent les systèmes financiers basés sur les banques et ceux basés sur les marchés (d'obligations et d'actions). Dans les petites économies où le système financier est moins développé, le financement des entreprises par appel au marché financier est rarement une solution viable par rapport au financement bancaire, et ce pour plusieurs raisons. Les investisseurs finals investissent rarement sur le marché boursier par crainte des délits d'initiés et préfèrent confier leur épargne aux banques. Les marchés d'obligations et d'actions sont souvent sous-développés parce qu'il n'y a pas suffisamment de grandes entreprises pour que l'émission d'obligations ou d'actions soit rentable. C'est le cas dans les pays baltes, où le financement bancaire reste prédominant.

En termes de croissance économique, y a-t-il une différence selon que le système financier d'un pays repose sur les banques ou les marchés? D'aucuns prétendent que les systèmes basés sur les banques sont mieux placés pour mobiliser l'épargne, identifier des projets d'investissement sains et contrôler les entreprises (en particulier pendant les phases initiales de développement). Pour d'autres, les marchés sont mieux adaptés pour allouer les capitaux, fournir des outils de gestion du risque et atténuer les problèmes de concentration dans le système bancaire. Les études empiriques portent essentiellement sur le Royaume-Uni et les États-Unis, systèmes de marché classiques, ainsi que sur l'Allemagne et le Japon, exemples d'économies basées essentiellement sur le financement bancaire. «Cependant, en fin de compte, il n'importe pas vraiment que l'intermédiation financière soit basée sur le secteur bancaire ou le marché des capitaux, aussi longtemps que la structure du système est saine, la réglementation solide et la surveillance de la dette rigoureuse», explique M. Schipke.



Photographies : Denio Zara, Padraic Hughes, Eugene Salazar et Michael Spilotro (FMI), pages 81, 82, 85, 90 et 91; John T. Barr (AFP), page 81; Claro Cortes IV (Reuters), page 83; Indranil Mukherjee (AFP), page 84; Banque mondiale, page 87; Diango Cissé, pages 94–96.

Si de petits pays souhaitent encourager le développement de la composante marché de leur système financier, ils peuvent notamment

- éliminer les distorsions qui favorisent les banques au détriment des marchés de capitaux. Dans les pays baltes, les revenus des comptes d'épargne ne sont pas imposés, au contraire de ceux obtenus sur le marché des capitaux;
- mettre en place une solide infrastructure de marché avec un bon gouvernement d'entreprise;
- permettre à l'État d'utiliser le marché de la dette publique pour développer un marché privé de la dette des entreprises. Au Chili et dans la RAS de Hong Kong, les autorités se sont tournées vers les marchés non parce qu'elles avaient besoin de fonds (les deux pays dégagent un excédent budgétaire), mais parce qu'elles souhaitaient mettre en place un marché de la dette publique qui pourrait constituer une référence pour celui de la dette des entreprises;
- utiliser la réforme des retraites pour encourager le développement d'un système de marché. Les trois pays baltes ont adopté récemment un système de retraite qui repose dans une bien plus large mesure sur le financement privé (voir encadré).

Comme l'explique M. Schipke, «la présence de fonds de pension à la recherche de possibilités d'investissement stimulera le développement des marchés de capitaux». Mais la réglementation de ces fonds de pension déterminera si ces réformes favoriseront principalement le marché des capitaux local ou les marchés internationaux. «L'Estonie dispose de la réglementation la plus libérale, qui permet aux fonds de pension d'investir partout dans la zone euro. Dans un premier temps, la réglementation de la Lettonie était un peu plus restrictive, parce que l'État souhaitait stimuler le développement du marché des capitaux local. Ces deux modèles présentent des avantages et des inconvénients. L'inconvénient du système letton est que les actifs sont moins diversifiés, parce qu'ils se trouvent tous dans l'économie nationale.» En fait, note M. Schipke, la Lettonie a

La réforme des retraites dans les pays baltes

Les trois pays baltes ont décidé de réformer leur système de retraite au milieu des années 90 en passant d'un régime par répartition à un système à trois piliers. Le premier pilier est une version réduite de l'ancien régime public par répartition; le deuxième est un système obligatoire par capitalisation, fondé sur des comptes de retraite gérés par le privé; et le troisième offre des incitations fiscales à ceux qui souhaitent verser des contributions volontaires supplémentaires à un fonds de pension. Le deuxième pilier, en particulier, accroît la demande de possibilités d'investissement dans ces pays.

assoupli sa réglementation et permet aujourd'hui aux fonds de pension d'investir tous leurs actifs à l'étranger.

Les avantages des participations étrangères dans les banques

Pour renforcer et diversifier leur secteur financier, les petites économies ouvertes peuvent aussi encourager les participations étrangères dans les banques. Au cours des dernières années, le pourcentage des participations étrangères a augmenté notablement en Estonie et en Lituanie, moins en Lettonie. La part des participations étrangères est relativement élevée dans les pays baltes, mais les banques étrangères dominent aussi le marché d'autres petites économies ouvertes, telles que la Nouvelle-Zélande et Malte. Le fait que les banques soient sous contrôle étranger est-il une bonne ou une mauvaise chose?

Selon M. Schipke, «l'influence des institutions étrangères dans les pays baltes est très positive. Elles ont facilité la restructuration et la consolidation du système bancaire, et ont donné aux trois pays un accès à un financement meilleur marché, parce que la cote de crédit de ces institutions est très élevée. Elles ont aussi permis de mieux gérer les risques, parce que les maisons mères disposent de systèmes plus avancés de gestion des risques. Enfin, elles ont conduit à des économies d'échelle.»

Mais les participations étrangères pourraient aussi avoir des retombées négatives, selon M. Schipke. Le meilleur exemple en est l'Estonie, «où deux banques dominent le système bancaire. Elles sont toutes les deux suédoises. Du moins en théorie, il existe un risque de contagion entre les deux systèmes bancaires, suédois et estonien. Si la Suède devait entrer dans une période de récession prolongée, son système bancaire en souffrirait et les lignes de crédit vers l'Estonie pourraient être réduites. En outre, les pays baltes, en particulier l'Estonie, dépendent beaucoup de la Suède pour ce qui est du secteur réel. Celle-ci est le deuxième importateur de biens estoniens, si bien qu'une récession en Suède pourrait toucher l'Estonie par deux voies.»

Pour évaluer l'ampleur du risque posé par les participations étrangères dans les banques estoniennes, M. Schipke et ses collègues ont examiné le portefeuille de prêts des maisons mères suédoises. «L'une des deux banques est fort diversifiée en Europe, si bien qu'une récession en Suède n'aurait qu'un effet marginal sur ses résultats, parce qu'elle est aussi active dans d'autres régions de l'UE. L'autre banque investit davantage en Suède, mais il est fort probable qu'elle commencera à se diversifier à mesure que l'intégration européenne se poursuit. Le meilleur scénario serait une diversification du portefeuille de prêts des maisons mères. Cela réduirait leur vulnérabilité, ainsi que le risque de contagion dans les pays baltes.»

Les bienfaits de l'intégration régionale

De petites économies ouvertes peuvent tirer des avantages notables de l'intégration régionale grâce aux économies d'échelle, à l'intensification de la concurrence et à l'accès à des marchés plus larges. C'est le cas des trois pays baltes qui se préparent à adhérer à l'UE le 1^{er} mai.

Par exemple, ils profiteront de la libre circulation des biens et services. En théorie, cela devrait réduire plus encore les obstacles à l'entrée dans le secteur bancaire et assurer que les autorités de réglementation nationales ne désavantagent pas les banques étrangères. La libre circulation des services implique qu'une banque agréée dans un pays membre n'aura pas besoin d'une autre approbation pour établir des filiales et succursales dans un autre pays membre. Cette intensification de la concurrence profitera probablement aux petits pays, parce que les banques étrangères pourront établir des filiales et succursales (ou menacer de le faire) sans encourir des coûts de réglementation élevés. Cela devrait réduire les coûts de financement, en particulier pour les PME.

Par contre, il n'existe pas encore de marché des capitaux unifié en Europe. Les principes directeurs des marchés financiers européens ont été jusqu'à présent une concurrence réglementaire avec une harmonisation minimale des règles (il n'y a même pas encore de reconnaissance mutuelle des règles nationales). Les marchés de capitaux restent cloisonnés et la mobilisation internationale de capitaux continue de se heurter à des obstacles réglementaires. Mais une éventuelle unification de la structure des marchés de capitaux de l'UE entraînerait des économies d'échelle considérables pour les trois pays baltes. En termes de gains d'efficacité et de réduction des risques, les pays baltes tireraient le plus grand profit de l'adoption d'un système européen commun pour les paiements et les règlements. Aujourd'hui, cependant, il n'y a pas

de système de ce type et les trois pays ont dû améliorer leur système national pour participer au système transeuropéen à règlement brut (TARGET).

L'adhésion à l'UE présentera aussi des avantages macroéconomiques. Selon M. Schipke, la participation au mécanisme de change européen II — auquel les pays doivent participer pendant deux ans au moins avant d'adopter l'euro — et l'adoption de l'euro «finiront par réduire les coûts de financement et de couverture; aujourd'hui, il existe encore un petit risque de change».

Des enseignements pour les autres pays

Les petites économies ouvertes peuvent-elles tirer des enseignements de la libéralisation du secteur financier dans les pays baltes? Selon M. Schipke, «l'expérience de ces pays démontre qu'il importe de combiner la libéralisation du secteur financier avec une réglementation et une surveillance rigoureuses. Dans un premier temps, les pays baltes ont libéralisé leur système financier sans réglementation ni surveillance adéquates, avec pour résultat des crises bancaires. Mais au cours des deux dernières années, ils ont révisé leur réglementation, et leur système financier s'est stabilisé.» M. Schipke ajoute que «les pays baltes ont fait la preuve aussi de l'importance de la stabilité macroéconomique. La combinaison d'un solide cadre de politique budgétaire et d'un solide système financier constitue un facteur important de croissance. Enfin, les pays baltes ont très bien réussi dans leur intégration régionale.» ■

L'Étude spéciale du FMI n° 224, intitulée *Capital Markets and Financial Intermediation in the Baltics*, d'Alfred Schipke, Christian H. Beddies, Susan M. George et Niamh Sheridan, est disponible au prix de 25 dollars EU. Pour commander, voir les instructions page 92.

Le processus de sélection du Directeur général doit être transparent

Le 19 mars, les administrateurs du G-11, représentant les pays émergents ou en développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, ainsi que les administrateurs de l'Australie et de la Suisse, qui représentent chacun un groupe de pays, et celui de la Fédération de Russie — soit bien plus de cent pays — ont examiné le processus de sélection d'un nouveau Directeur général du FMI, après la démission de Horst Köhler.

- Le groupe ci-dessus a indiqué que le candidat proposé pour ce poste doit être une personnalité éminente, qui connaît les objectifs de l'institution.

- Le processus d'identification et de sélection du candidat doit être ouvert et transparent, afin d'attirer le meilleur candidat possible, quelle que soit sa nationalité. Une pluralité de candidats représentant la diversité des pays membres serait dans le meilleur intérêt du FMI.

- Tous les membres du Conseil d'administration doivent être consultés dans le processus d'examen des candidats qui aboutira à la sélection du Directeur général et doivent recevoir en temps opportun des informations sur les candidats, notamment sur leurs qualifications et leur connaissance de l'institution.

Le texte intégral du communiqué de presse du FMI n° 04/55 est disponible (en anglais) sur le site Web du FMI (www.imf.org).

Faciliter le financement du commerce pour atténuer la gravité des crises

Les entreprises des pays émergents ont grand besoin des crédits commerciaux des banques pour financer leurs exportations et leurs importations. Ces crédits sont une source vitale de fonds de roulement, or, durant les récentes crises financières, ils se sont taris. Privées de liquidités, les entreprises ont eu du mal à assurer leur production, leurs exportations et leurs importations; le commerce extérieur et la croissance en ont pâti. Martin Gilman et Jian-Ye Wang, du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, ont étudié ce problème. Ils se sont entretenus avec Christine Ebrahim-zadeh, du Bulletin du FMI.



M. Gilman : «L'ironie, c'est que les crédits commerciaux sont les premiers à être réduits, alors que ce sont sans doute les actifs les moins risqués.»

BULLETIN : Pourquoi avez-vous décidé d'étudier la question du financement des échanges?
M. GILMAN : Les crédits commerciaux bancaires ont chuté de 30 à 50 % au Brésil et en Argentine en 2002, de près de 50 % en Corée en 1997-98 et de plus de 80 % en Indonésie durant la crise asiatique. On a aussi observé des baisses très marquées en Russie, aux Philippines et en Thaïlande en 1997-98 et en Turquie en 2000-01. Ce recul semble être hors de proportion avec les risques encourus. Après tout, les crédits commerciaux sont en général des prêts à court terme garantis par des biens qui rapportent des recettes en devises et le pourcentage de défauts de paiement a toujours été très faible.

Ce qui nous a semblé inquiétant, c'est que le tarissement des crédits commerciaux risque de restreindre sérieusement la capacité d'exportation du pays, et donc de l'empêcher de gagner les devises dont il a besoin pour sortir de la crise. Nous avons cherché à déterminer si le même schéma général se retrouvait dans chaque cas, et également s'il y aurait eu moyen de faire quelque chose pour limiter l'ampleur du phénomène ou en atténuer les effets.

BULLETIN : Qu'est-ce qui a causé la chute des crédits commerciaux : une baisse de la demande ou une carence de l'offre?

M. GILMAN : Il semble que ce soit du côté de l'offre que se trouve la cause. Au cours des crises récentes, les banques, jugeant que les risques augmentaient, ont relevé leurs taux d'intérêt, raccourci l'échéance de leurs prêts et exigé des commissions plus élevées pour confirmer les lettres de crédit. Au Brésil, par exemple, les marges d'intérêts sur les crédits commerciaux sont passées de 1 à 6 points au-dessus du LIBOR et les échéances ont été ramenées de 360 à 30 jours. Par

ailleurs, il est devenu plus difficile de s'assurer, car les assureurs ont durci leurs conditions d'admissibilité.

Les banques, qui jouent sur l'effet de levier, sont sensibles à tout signe de changement des risques et tendent à réduire les actifs engagés dans les pays en crise pour éviter de grosses pertes, voire l'insolvabilité. L'ironie, c'est que les crédits commerciaux sont les premiers à faire les frais de cette politique, alors que ce sont sans doute les actifs les moins risqués. Rien de plus simple, rapide et économique que de ne pas renouveler les lignes de crédit pour satisfaire les actionnaires. Et face à un marché en crise, l'instinct grégaire agit et toutes les banques plient bagage en même temps.

BULLETIN : Quelles sont les principales conséquences de ce repli massif?

M. WANG : Les entreprises actives à l'international, soudain démunies de liquidités, c'est-à-dire de fonds de roulement en devises relativement peu coûteux, peuvent difficilement maintenir leur production et leurs activités commerciales. L'impact sur le commerce peut gagner l'ensemble de l'économie. Beaucoup d'entreprises sont obligées de se tourner vers le marché des changes au comptant pour assurer le service de leur dette. Cela crée des tensions sur le marché des changes. Le repli des crédits commerciaux réduit aussi l'offre sur le marché des changes, car si l'activité fléchit, les recettes d'exportation diminuent aussi. Les pressions qui s'exercent sur le taux de change peuvent aggraver les difficultés de paiements extérieurs du pays et accroître sa cote de risque, ce qui réduit encore ses possibilités de financement, y compris les crédits commerciaux. Le manque de crédit peut enfin étouffer l'expansion que pourraient connaître les exportations du fait de la dépréciation de la monnaie nationale qui va en général de pair avec une crise. Tout cela freine l'ajustement de l'économie et la reprise.

BULLETIN : Le problème est-il plus grave aujourd'hui que lors de la crise de l'endettement des années 80?

M. GILMAN : Par certains aspects, oui. Cela dit, les chiffres demandent une analyse plus approfondie. Le volume annuel des échanges internationaux financés par des crédits commerciaux se chiffre en milliards de dollars, mais ces opérations sont tellement banales et tenues pour acquises — en dehors des périodes de crise — qu'aucun effort international n'a été fait pour recueillir systématiquement des données sur les crédits commerciaux. Nous essayons, avec l'aide de banques commerciales, de banques de développement multilatérales, d'organismes de crédit à l'exportation et d'autres organisations financières internatio-

nales, de rassembler les données éparées pour mieux comprendre ce qui s'est passé. Une fois que nous aurons une base empirique solide, il importe bien sûr de déterminer ce qu'il est possible de faire à l'avenir pour éviter la débâcle des crédits commerciaux.

Cela étant, nous pouvons supposer que cette débâcle a des conséquences plus graves pour les marchés de capitaux modernes. Les organismes de crédit à l'exportation jouaient traditionnellement un rôle important dans le financement des échanges, notamment dans les pays industrialisés. Et c'était encore le cas dans les années 80. Les banques, pour leur part, accordaient aux entreprises et des crédits à long terme et des crédits commerciaux à court terme. Elles avaient donc partie liée avec les pays en crise : il était dans leur intérêt de continuer à fournir des crédits commerciaux pour limiter l'effondrement de l'économie et protéger la valeur de leurs créances à long terme.

Mais le monde a changé depuis les années 80. Les marchés de capitaux internationaux se sont développés, de même que les réseaux bancaires planétaires, et les organismes de crédit à l'exportation n'ont plus qu'un rôle minime dans le financement à court terme. Le crédit à long terme est désormais assuré essentiellement par les porteurs d'obligations et non par les banques, qui sont donc beaucoup moins enclines à maintenir leurs lignes de crédit lorsque les choses se gâtent.

M. WANG : Qui plus est, dans les années 80, beaucoup de pays pratiquaient encore le contrôle des changes. Pour en être dispensés, les importateurs et exportateurs devaient soumettre aux banques leurs bordereaux d'expédition et de douane et leurs dossiers de financement. Dans les années 90, avec la libéralisation générale des mouvements de capitaux, les banques internationales ont abandonné ces crédits documentaires et commencé à accorder des lignes de crédit renouvelables aux banques — et aux entreprises — des pays émergents.

Il est de ce fait plus difficile de distinguer les crédits commerciaux des autres types de financement à court terme, si bien que les banques ne peuvent pas escompter que, en temps de crise, le remboursement des crédits commerciaux prenne le pas sur les autres prêts à court terme. De plus, du fait de la suppression du contrôle des changes et de la libéralisation des mouvements de capitaux dans de nombreux pays en développement, le financement des échanges est devenu plus vulnérable aux accès de fuite des capitaux et aux crises de confiance des investisseurs.

BULLETIN : A-t-on pris des mesures efficaces, au cours des récentes crises, pour faire face à l'effondrement des crédits commerciaux?

M. WANG : Il y a eu plusieurs initiatives. Par exemple, en Corée, en Indonésie et au Brésil, les autorités nationales, épaulées par les créanciers officiels bilatéraux

dans les deux premiers cas, ont fourni des aides financières directement ou via le système bancaire aux importateurs et exportateurs lorsque les banques internationales ont réduit leurs lignes de crédit. En Indonésie, où le secteur bancaire intérieur était affaibli par une accumulation de créances improductives, la banque centrale a puisé dans ses réserves internationales 1 milliard de dollars qu'elle a déposés auprès de 12 banques étrangères. Ces fonds ont servi à garantir les lettres de crédit émises par les banques indonésiennes pour le financement des activités des entreprises d'import ou export. Cette mesure a été jugée utile. Le dépôt de la banque centrale est resté intact.

Les banques de développement multilatérales ont fourni à des organes publics des fonds à rétrocéder au secteur privé et aux intermédiaires financiers privés pour qu'ils les prêtent à leurs clients. Dans certains cas, elles ont fourni des garanties pour faire baisser la prime de risque. Par exemple, lors des difficultés financières du Brésil, fin 2002, la SFI (Société financière internationale) a accordé des prêts à des banques brésiliennes très actives dans le financement du commerce pour qu'elles puissent continuer à fournir à leurs clients des crédits à l'exportation avant et après expédition. Les crédits de la SFI ont été complétés par des crédits consortiaux associant plusieurs douzaines de banques internationales et la Banque interaméricaine de développement. La SFI est ainsi parvenue à mobiliser près de 1 milliard de dollars, ce qui a facilité la reprise économique au Brésil.

BULLETIN : Que faudra-t-il faire à l'avenir pour éviter le tarissement des crédits commerciaux?

M. GILMAN : Il faut avant tout mettre en œuvre une politique économique judicieuse et des réformes institutionnelles propres à renforcer le cadre juridique et réglementaire des transactions internationales, à encourager la concurrence dans les secteurs du commerce extérieur et du financement de ces échanges, et à favoriser le développement des marchés de capitaux locaux. Un contrôle plus efficace des banques pourrait aussi servir à freiner le repli du crédit en temps de crise. Il serait bon de dissiper au plus tôt toute incertitude à propos de la politique gouvernementale pour réduire l'impression de risque.

Pour relancer rapidement les crédits commerciaux du secteur privé, les autorités des pays en crise pourraient par exemple mettre à disposition des devises pour le financement d'opérations commerciales dûment justifiées. Elles pourraient aussi faciliter le partage des risques entre les créanciers nationaux et étrangers, privés et publics, et les assureurs.

Même si la stratégie de réforme macroéconomique est avisée, il peut y avoir des cas où un soutien ciblé



M. Wang : «Du fait de la suppression du contrôle des changes et de la libéralisation des mouvements de capitaux dans de nombreux pays en développement, le financement des échanges est devenu plus vulnérable aux accès de fuite des capitaux et aux crises de confiance des investisseurs.»

Publications récentes

IMF Working Papers (Documents de travail, 15 \$)

- 04/11: "Banking Competition, Risk, and Regulation," Wilko Bolt and Alexander F. Tieman
- 04/12: "The Late 1990s Financial Crisis in Ecuador: Institutional Weaknesses, Fiscal Rigidities, and Financial Dollarization at Work," Luis I. Jacome H.
- 04/13: "How Private Creditors Fared in Emerging Debt Markets, 1970–2000," Christoph A. Klingens, Beatrice S. Weder, and Jeromin Zettelmeyer
- 04/14: "Exchange Rate Pass-Through in the Euro Area: The Role of Asymmetric Pricing Behavior," Hamid Faruqee
- 04/15: "What Are the Channels Through Which External Debt Affects Growth?" Catherine A. Pattillo, Helene K. Poirson, and Luca A. Ricci
- 04/16: "Foreign Exchange Market Volatility in EU Accession Countries in the Run-Up to Euro Adoption: Weathering Uncharted Waters," Adam Kobor and Istvan P. Szekely
- 04/17: "Interest Rate Volatility and Risk in Indian Banking," Ila Patnaik and Ajay Shah
- 04/18: "China: Sources of Real Exchange Rate Fluctuations," Tao Wang
- 04/19: "Six Puzzles in Electronic Money and Banking," Connel Fullenkamp and Saleh M. Nsouli
- 04/20: "Does Spousal Labor Smooth Fluctuations in Husbands' Earnings? The Role of Liquidity Constraints," Mercedes Garcia-Escribano
- 04/21: "Inflation Targeting and Exchange Rate Rules in an Open Economy," Eric Parrado
- 04/22: "Armington Elasticities in Intermediate Inputs Trade: A Problem in Using Multilateral Trade Data," Mika Saito
- 04/23: "Trade Patterns Among Industrial Countries: Their Relationship to Technology Differences and Capital Mobility," Mika Saito
- 04/24: "Monetary Magic? How the Fed Improved the Flexibility of the U.S. Economy," Tamim A. Bayoumi and Silvia Sgherri
- 04/25: "Rational Speculation, Financial Crises, and Optimal Policy Responses," Jay Surti
- 04/26: "How Much Do Trading Partners Matter for Economic Growth?" Vivek B. Arora and Athanasios Vamvakidis
- 04/27: "Equity Prices, Credit Default Swaps, and Bond Spreads in Emerging Markets," Jorge Chan-Lau and Yoon S. Kim
- 04/28: "Trade Liberalization and Firm Productivity: The Case of India," Petia Topalova

IMF Country Reports

(Rapports sur les pays membres, 15 \$)

- 03/402: Cape Verde: Third Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF and Request for Waiver and Modification of Performance Criteria
- 04/1: Thailand: Selected Issues
- 04/2: Czech Republic
- 04/3: Czech Republic: Selected Issues and Statistical Appendix
- 04/4: Czech Republic: Report on the Observance of Standards and Codes—Banking Supervision—Update
- 04/5: Bolivia: Second Review Under the Stand-By Arrangement and Request for Waiver of Applicability and Modification of Performance Criteria
- 04/6: Dominica: Second Review Under the Stand-By Arrangement, Cancellation of Stand-By Arrangement, and Request for a Three-Year Arrangement Under the PRGF
- 04/7: Dominica: Interim PRSP
- 04/8: Dominica: Joint Staff Assessment of the Interim PRSP
- 04/9: Azerbaijan Republic: Third Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF
- 04/10: Mali: Selected Issues and Statistical Annex
- 04/11: Mali
- 04/12: Niger: Fifth Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF, and Requests for Modification of Performance Criterion and Extension of Arrangement
- 04/13: Nicaragua: PRSP Second Progress Report
- 04/14: Burundi: Interim PRSP Report
- 04/15: Colombia: Second Review Under the Stand-By Arrangement and Request for Waiver of Performance Criteria
- 04/16: Kyrgyz Republic: Fourth Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF and Request for Waiver of Nonobservance of Performance Criterion
- 04/17: Republic of Tajikistan: Second Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF, and Request for a Waiver of Performance Criterion

Série des conférences Per Jacobsson

The Arab World: Performance and Prospects, Abdlatif Yousef Al-Hamad

PRGF=Poverty Reduction and Growth Facility

PRSP=Poverty Reduction Strategy Paper

Ces publications peuvent être obtenues à l'adresse suivante : IMF Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

On trouvera sur le site www.imf.org des informations en anglais concernant le FMI. Le site www.imf.org/external/fr/index.htm propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

du secteur des échanges extérieurs peut être utile pour empêcher le tarissement complet des crédits commerciaux et éviter qu'une crise de liquidité ne devienne une crise de solvabilité. Cette aide financière pourrait être fournie par la banque centrale, avec des ressources provenant de créanciers multilatéraux ou de créanciers officiels bilatéraux. Comme vient de le dire Jian-Ye, l'expérience récente montre que les lignes de crédit mises en place par des banques de développement multilatérales peuvent efficacement mobiliser des fonds complémentaires privés lors des périodes d'aversion marquée à l'égard des risques. Ce soutien peut prendre la forme de financements directs (ou de garanties de financement) accordés aux organismes publics et aux intermédiaires financiers, qui rétrocéderaient les fonds au secteur privé. Une meilleure coordination de l'action des organismes de crédit à l'exportation donnerait plus d'efficacité à l'effort global de soutien extérieur.

Enfin, la participation des fournisseurs de crédits commerciaux au secteur privé peut faciliter un retour rapide de la confiance et des financements. Elle pourrait prendre la forme d'un accord officiel ou non entre les autorités nationales et les banques commerciales internationales pour que ces banques ne réduisent pas leurs engagements dans le pays.

Le FMI approuve la deuxième revue du prêt accordé à l'Argentine

Le 22 mars, le Conseil d'administration du FMI a achevé la deuxième revue des résultats de l'Argentine dans le cadre d'un prêt sur trois ans de 13,3 milliards de dollars, ce qui prépare la voie à un décaissement d'environ 3,1 milliards de dollars. En achevant cette revue, le Conseil a approuvé la modification d'un critère de réalisation structurel et une dérogation pour l'inobservation d'un critère de réalisation. Voici des extraits d'une déclaration d'Anne Krueger, Directrice générale et Présidente du Conseil par intérim, après les débats de celui-ci.

«L'économie argentine continue de se redresser rapidement, ce qui facilite une amélioration soutenue de l'emploi et des indicateurs de pauvreté. L'exécution de réformes structurelles importantes, par exemple dans le système bancaire et les services publics, progresse bien aussi. Les autorités ont fait part de leur volonté de négocier avec leurs créanciers privés en vue de conclure rapidement une restructuration globale et durable de la dette souveraine.

L'engagement pris par les autorités de conclure un accord avec leurs créanciers privés sur une restructuration de la dette souveraine est le bienvenu. Les principaux éléments du cadre d'action des autorités sont les suivants : 1) nommer des banques d'investissement qui faciliteront les préparatifs et aideront à négocier l'offre d'échange de la dette pendant le processus de restructuration; 2) engager des négociations constructives avec tous les groupes de créanciers; et 3) formuler une offre qui aura pour résultat une dette soutenable et qui bénéficiera d'un large appui des

BULLETIN : Le FMI peut-il être d'un quelconque secours, en tant que prêteur ou conseiller?

M. WANG : Le FMI peut certainement aider les pays à assimiler les enseignements du passé. Nous pourrions aussi appuyer les efforts des pays pour faire face au déclin des crédits commerciaux. Lorsque les autorités ont sollicité l'aide financière du FMI à l'appui d'un programme d'ajustement économique et que l'on craint un tarissement général des crédits commerciaux, les services du FMI pourraient aider les autorités à étudier les moyens d'encourager le maintien des lignes de crédit. Les programmes appuyés par le FMI pourraient aussi donner la marge de manœuvre requise pour permettre le recours à des ressources extérieures et aux réserves internationales pour alimenter un système de crédit au commerce extérieur bien conçu. ■

Le texte intégral de l'étude «Trade Finance in Financial Crises—Assessment of Key Issues» préparée par le Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, en consultation avec les Départements des marchés de capitaux internationaux et des systèmes monétaires et financiers, est disponible à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/pdr/cr/2003/eng/120903.pdf>.

créanciers. Les autorités ont déjà appliqué certains éléments de cette stratégie de restructuration de la dette : six banques d'investissement, trois étrangères et trois argentines, ont été nommées et les modalités de leur engagement ont été publiées; et vingt-cinq groupes représentatifs de créanciers ont été invités à des entretiens séparés à Buenos Aires entre le 24 mars et le 16 avril 2004. Parmi ces groupes figurent le Global Committee for Argentine Bondholders, des investisseurs nationaux institutionnels ou finals, tels que la Asociación de Ahorristas de la República Argentina, et des organisations européennes de petits porteurs, telles que le Comitato Investitori di Titoli Argentini. Les autorités s'efforceront d'éviter une approche fragmentaire de la restructuration de la dette et ont l'intention d'atteindre, avec l'aide de leurs banques d'investissement, un seuil de participation approprié pour que la restructuration bénéficie d'un large appui.

Il sera essentiel d'appliquer de manière cohérente ce cadre de restructuration de la dette pour bénéficier de l'appui soutenu de la communauté internationale. En particulier, l'intention des autorités d'examiner avec leurs créanciers tous les aspects de l'offre d'échange de la dette, y compris la meilleure manière de prendre en compte les propositions reçues des créanciers, est cruciale. Les autorités sont encouragées à travailler avec zèle pour établir une offre d'échange de la dette qui recueille la participation la plus élevée possible parmi les créanciers, réduit le risque de poursuites judiciaires prolongées et ramène la dette sur un sentier viable.»

Le texte intégral (en anglais) du communiqué de presse n° 04/57 est disponible sur le site Web du FMI (www.imf.org).

AFRITAC-Ouest : priorité aux finances publiques

Le 5 février, le centre régional d'assistance technique en Afrique de l'Ouest (AFRITAC-Ouest) a tenu la troisième réunion de son comité de pilotage à Bamako (Mali), pour examiner les progrès accomplis et arrêter son programme de travail pour l'année à venir. Les bénéficiaires et les fournisseurs d'assistance technique ont exprimé leur enthousiasme quant aux progrès accomplis par le centre depuis sa récente inauguration, et sont convenus que celui-ci est sur la bonne voie. Les participants au comité de pilotage ont encouragé le centre à continuer d'améliorer la coordination avec les bénéficiaires et les autres fournisseurs d'assistance technique, ainsi qu'à établir des moyens plus réguliers et plus efficaces de suivi et de communication des coûts et des résultats des activités de renforcement des capacités.

Huit des dix pays desservis par l'AFRITAC-Ouest étant membres de l'Union économique et monétaire

ouest-africaine (UEMOA), certains facteurs distinguent l'AFRITAC-Ouest, basé à Bamako, de l'AFRITAC-Est, à Dar es-Salaam (Tanzanie). Si la politique monétaire et le contrôle bancaire figurent au premier plan des activités de l'AFRITAC-Est, l'AFRITAC-Ouest met davantage l'accent sur les finances publiques. Trois des six conseillers résidents de l'AFRITAC-Ouest sont spécialisés en finances

publiques et un quatrième dans les statistiques de finances publiques. La raison en est que la politique budgétaire est l'élément central des programmes d'ajustement des pays membres de l'UEMOA, qui ont renoncé à pouvoir conduire une politique monétaire indépendante. L'essentiel des activités du centre jusqu'à présent a porté sur le renforcement de la gestion des dépenses publiques et des administrations budgétaires et douanières, ainsi que sur l'amélioration des statistiques de finances publiques.

Maintenir les priorités

Comme son homologue en Afrique de l'Est, l'AFRITAC-Ouest a l'intention de maintenir les priorités arrêtées en 2003 et de faire fond sur les activités engagées vers la fin de l'année (administration budgétaire, gestion des dépenses publiques, gestion de la dette et marchés des capitaux, surveillance des institutions de microfinancement, administration douanière et statistiques). Par exemple, des missions se rendront au Burkina Faso et dans d'autres pays pour aider à ren-

forcer les capacités d'administration fiscale et de gestion budgétaire. Dans les mois à venir, le centre aidera le Bénin et la Guinée à définir les responsabilités institutionnelles des différents organismes impliqués dans la gestion de la dette. La Mauritanie recevra de l'aide pour établir un diagnostic du système informatisé de gestion de la dette. Des missions spécifiques d'assistance technique qui assureront le suivi de recommandations dans le domaine de l'administration douanière sont prévues au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo. En collaboration avec l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRIS-TAT), basé à Bamako, le centre entreprendra plusieurs activités concernant l'amélioration des statistiques du secteur réel.

Cette année, les experts du centre organiseront des séminaires régionaux sur un large éventail de sujets : lutte contre la fraude fiscale et douanière, informatisation de l'administration douanière, gestion des budgets de programmes et cadre de dépenses à moyen terme, informatisation de la gestion des dépenses, établissement des statistiques de finances publiques, application de pratiques optimales dans la surveillance des institutions de microfinancement, lutte contre le blanchiment d'argent et les délits financiers, émission de titres publics et gestion de la dette. Chaque conseiller résident sera responsable de la préparation du séminaire dans son domaine de compétence, et s'entourera d'experts locaux ou régionaux à court terme.

Si les principales priorités ne changeront pas cette année, certaines activités seront ajoutées, conformément aux desiderata des pays desservis. L'AFRITAC-Ouest est très flexible dans la prestation de son assistance, selon Norbert Toé, coordinateur du centre. Par exemple, si le centre avait prévu de nombreuses activités pour la Guinée-Bissau dans son programme de travail de 2003, un coup d'État en septembre a mis fin temporairement à la plupart de ces activités. Après l'installation d'un gouvernement transitoire, l'AFRITAC-Ouest a rapidement déployé des ressources pour aider la Guinée-Bissau à préparer un budget pour 2004, qui a été soumis aux donateurs pour financement. Au cours de l'année qui vient, l'AFRITAC-Ouest a l'intention de renforcer son assistance à la Guinée.

Pendant ses trois premiers mois de pleine activité, l'AFRITAC-Ouest a fourni l'essentiel de son assistance par l'intermédiaire de ses conseillers résidents à long terme. Pour 2004, et sur la base des ressources budgétisées, ceux-ci seront aidés dans leur travail par de nombreux experts à court terme. Puisque les conseillers résidents soutiennent les experts à court terme, les domaines de compétence sont plus ou moins similaires, explique M. Toé, mais les experts à court terme ajoutent leurs compétences plus spécialisées pour



Agustín Carstens, Directeur général adjoint du FMI, prononce le discours d'ouverture de la réunion du comité de pilotage en février. À sa gauche, Bassary Touré, Ministre des finances du Mali, et Président du comité de pilotage du centre.

contribuer à un aspect spécifique des questions abordées. Étant donné le besoin croissant d'une informatisation de l'exécution budgétaire et de la gestion de la dette, des techniciens informatiques sont particulièrement demandés.

Priorité à une meilleure coordination

Comme l'AFRITAC-Ouest a fait porter l'essentiel de son effort jusqu'à présent sur le renforcement des

capacités au niveau régional — la plupart des pays participants étant membres de l'UEMOA — il a travaillé en collaboration particulièrement étroite avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et la Commission de l'UEMOA. Comme l'AFRITAC-Est, il coopère aussi avec la Banque africaine de développement, un des principaux contributeurs à l'initiative AFRITAC, et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, basée à Harare.

Accords du FMI au 29 février

Pays membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Total approuvé	Solde non tiré
(millions de DTS)				
Accords de confirmation				
Argentine	20 sept. 2003	19 sept. 2006	8.981,00	6.910,00
Bolivie	2 avr. 2003	1 ^{er} avr. 2004	85,75	21,43
Bosnie-Herzégovine	2 août 2002	29 févr. 2004	67,60	0,00
Brésil	6 sept. 2002	31 mars 2005	27.375,12	10.175,48
Bulgarie	27 févr. 2002	15 mars 2004	240,00	26,00
Colombie	15 janv. 2003	14 janv. 2005	1.548,00	1.548,00
Croatie, Rép. de	3 févr. 2003	2 avr. 2004	105,88	105,88
Équateur	21 mars 2003	20 avr. 2004	151,00	90,60
Guatemala	18 juin 2003	15 mars 2004	84,00	84,00
Jordanie	3 juil. 2002	2 juil. 2004	85,28	74,62
Macédoine, ex-Rép. youg. de	30 avr. 2003	15 juin 2004	20,00	8,00
Paraguay	15 déc. 2003	31 mars 2005	50,00	50,00
Pérou	1 ^{er} févr. 2002	29 févr. 2004	255,00	255,00
République Dominicaine	29 août 2003	28 août 2005	437,80	306,46
Turquie	4 févr. 2002	31 déc. 2004	12.821,20	1.701,00
Uruguay	1 ^{er} avr. 2002	31 mars 2005	2.128,30	559,20
Total			54.435,93	21.915,67
Accords élargis de crédit				
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	144,40	123,73
Serbie-et-Monténégro	14 mai 2002	13 mai 2005	650,00	350,00
Total			794,40	473,73
Accords FRPC				
Albanie	21 juin 2002	20 juin 2005	28,00	12,00
Arménie	23 mai 2001	22 mai 2004	69,00	19,00
Azerbaïdjan	6 juil. 2001	31 mars 2005	80,45	38,61
Bangladesh	20 juin 2003	19 juin 2006	347,00	248,00
Bénin	17 juil. 2000	31 mars 2004	27,00	1,35
Burkina Faso	11 juin 2003	10 juin 2006	24,08	20,64
Burundi	23 janv. 2004	22 janv. 2007	69,30	42,90
Cameroun	21 déc. 2000	20 déc. 2004	111,42	31,83
Cap-Vert	10 avr. 2002	9 avr. 2005	8,64	3,72
Congo, Rép. dém. du	12 juin 2002	11 juin 2005	580,00	106,63
Côte d'Ivoire	29 mars 2002	28 mars 2005	292,68	234,14
Dominique	29 déc. 2003	28 déc. 2006	7,69	5,33
Éthiopie	22 mars 2001	31 juil. 2004	100,28	20,86
Gambie	18 juil. 2002	17 juil. 2005	20,22	17,33
Ghana	9 mai 2003	8 mai 2006	184,50	131,80
Guinée	2 mai 2001	1 ^{er} mai 2004	64,26	38,56
Guyana	20 sept. 2002	19 mars 2006	54,55	43,03
Honduras	27 févr. 2004	26 févr. 2007	71,20	71,20
Kenya	21 nov. 2003	20 nov. 2006	175,00	150,00
Lesotho	9 mars 2001	30 juin 2004	24,50	3,50
Madagascar	1 ^{er} mars 2001	30 nov. 2004	79,43	34,04
Malawi	21 déc. 2000	20 déc. 2004	45,11	32,23
Mauritanie	18 juil. 2003	17 juil. 2006	6,44	5,52
Mongolie	28 sept. 2001	31 juil. 2005	28,49	16,28
Népal	19 nov. 2003	18 nov. 2006	49,91	42,78
Nicaragua	13 déc. 2002	12 déc. 2005	97,50	55,71
Niger	22 déc. 2000	30 juin 2004	59,20	8,44
Ouganda	13 sept. 2002	12 sept. 2005	13,50	8,00
Pakistan	6 déc. 2001	5 déc. 2004	1.033,70	344,56
République dém. pop. lao	25 avr. 2001	24 avr. 2005	31,70	13,58
République kirghize	6 déc. 2001	5 déc. 2004	73,40	19,12
Rwanda	12 août 2002	11 août 2005	4,00	2,86
Sénégal	28 avr. 2003	27 avr. 2006	24,27	17,33
Sierra Leone	26 sept. 2001	25 mars 2005	130,84	42,00
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	269,00	230,61
Tadjikistan	11 déc. 2002	10 déc. 2005	65,00	39,20
Tanzanie	16 août 2003	15 août 2006	19,60	16,80
Vietnam	13 avr. 2001	12 avr. 2004	290,00	165,80
Total			4.660,86	2.335,29

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Département financier du FMI.

Les accords au titre
du mécanisme élargi
de crédit (MEDC) visent
à corriger les difficultés
de balance des
paiements dues à des
problèmes structurels.



Laura Wallace

Rédactrice en chef

Sheila Meehan

Rédactrice principale

Camilla Andersen

Elisa Diehl

Christine Ebrahim-zadeh

Jacqueline Irving

Rédactrices

Nicole Braynen-Kimani

Maureen Burke

Assistantes de rédaction

Philip Torsani

Maquettiste/Graphiste

Julio Prego

Graphiste

Avec la collaboration de
Prakash Loungani

Édition française

Division française

Services linguistiques

Marc Servais

Traduction

A. Berthail-Costa

Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6^e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à imfsurvey@imf.org. Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org

5 avril 2004

96

«Il est possible de renforcer encore la coordination des activités des prestataires d'assistance technique», note M. Toé, pour qui il s'agit d'une priorité pour 2004. Le personnel de l'AFRITAC-Ouest espère que la désignation d'un haut fonctionnaire ou d'une petite équipe qui servirait de «point de contact unique» dans les pays bénéficiaires pour toutes les questions relatives au renforcement des capacités et à l'assistance technique, ainsi que la mise en place d'une stratégie de partage de l'information plus volontariste de la part des principaux prestataires d'assistance technique, seront des avancées importantes dans ce domaine. En confiant un rôle plus stratégique et plus gestionnaire aux conseillers résidents de l'AFRITAC dans leur domaine de compétence respectif, la coordination sera renforcée, explique M. Toé, qui ajoute que des mesures ont déjà été prises dans ce sens en ce qui concerne l'assistance technique au microfinancement.

Comme le centre dépend de l'information qu'il reçoit des principaux acteurs de la région pour pouvoir remplir son rôle de la manière la plus efficace, M. Toé souligne que la coordination de l'assistance technique est à double sens, c'est-à-dire que les meilleurs résultats seront obtenus lorsque tant les prestataires que les bénéficiaires partagent avec le centre des informations sur l'état d'avancement des activités. Une coordination plus interne entre le représentant du pays au comité de pilotage de l'AFRITAC-Ouest et les bénéficiaires de l'assistance technique serait utile aussi. Un engagement accru des représentants résidents du FMI sur le terrain, ainsi que des contacts réguliers et un partage de l'information entre ceux-ci et les autres prestataires d'assistance technique constituent un élément essentiel de ce processus. Par ailleurs, une meilleure coordination aidera à forger une alliance plus large en vue d'atteindre les objectifs établis dans les documents nationaux de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Le site Web qu'il est prévu de créer pour l'AFRITAC-Ouest devrait aussi faciliter la coordination de ces activités dans la sous-région.

En février 2004, le comité de pilotage a affirmé explicitement qu'il sera important d'assurer que les prestataires et les bénéficiaires de l'assistance au renforcement des capacités coordonnent mieux leurs activités afin de tirer le meilleur profit de l'assistance technique. Pour 2004, l'AFRITAC-Ouest envisage de renforcer sa coopération avec AFRISTAT, notamment dans le domaine des statistiques du secteur réel, tout en s'efforçant de mieux coordonner son action avec celle des autres institutions régionales et des principaux fournisseurs d'assistance technique.

L'établissement d'indicateurs de suivi des progrès et le renforcement de la transparence de la communi-



De gauche à droite : Norbert Toé (coordinateur de l'AFRITAC-Ouest) et des représentants de la Banque mondiale, de l'UEMOA, de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, et de la BCEAO.

tion des résultats figuraient aussi en bonne place à l'ordre du jour du comité de pilotage. Le centre lui-même, les membres de son comité de pilotage et les autres prestataires d'assistance technique, ainsi que les pays desservis, cherchent à mettre en place de meilleures procédures de suivi et d'information, ainsi que des indicateurs à court terme faciles à mesurer. Un de ces indicateurs pourrait être un temps de réponse plus court lorsque les autorités nationales sollicitent une assistance technique.

Conseils pour les futurs centres

M. Toé a souligné l'importance de la flexibilité, surtout étant donné le caractère récent de l'initiative et la complexité du renforcement des capacités. «Il faut veiller dès le départ à ce que les pays eux-mêmes prennent totalement en charge les activités de renforcement des capacités», et «il est très utile aussi d'être constamment en relation avec les membres du comité de pilotage et divers points de contact dans les pays bénéficiaires, de même que de communiquer régulièrement avec les parties prenantes, notamment les donateurs.»

Selon M. Toé, l'un des principaux enseignements de l'expérience initiale de l'AFRITAC-Ouest est que si les pays bénéficiaires connaissent très bien les faiblesses de leurs administrations, ils ont besoin d'aide pour concevoir les moyens les plus efficaces de renforcer leurs capacités. Par ailleurs, un suivi fréquent semble extrêmement utile pour s'assurer que les recommandations d'assistance technique sont appliquées. Un autre enseignement fondamental est que les pays ne doivent pas considérer les réformes qu'ils entreprennent dans le cadre de leur DSRP comme une autre couche de conditionnalité, mais plutôt comme un processus qu'ils engagent pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Un rôle central de l'AFRITAC est de renforcer les capacités nationales d'exécution des réformes. ■